

# James Galbraith : « Le gouvernement Tsipras ne va pas tomber, ni capituler »

**GRÈCE** L'économiste américain décode la mécanique et les enjeux des négociations

► Pour ce proche du ministre grec des Finances, Athènes a mille fois raison de refuser la poursuite d'une politique contre-productive.  
► Il met en garde l'Union contre les conséquences d'un « Grexit ».

## ENTRETIEN

**D**isons-le d'emblée, puisque c'est la première question que posent les gens : James K. Galbraith – avec « K. » pour Kenneth – est bien « le fils de... ». Cet économiste américain est aussi un ami du ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, qu'il est venu épauler à plusieurs reprises depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza à Athènes. Mais ce professeur à l'Université du Texas est surtout – bon sang ne peut mentir – l'une des grandes figures de l'économie hétérodoxe. Son dernier essai, *La grande crise. Comment s'en sortir autrement*, qui vient de sortir au Seuil, est incontournable. James Galbraith était mardi à Bruxelles, à l'invitation de la Société royale d'économie politique de Belgique. Pour les lecteurs du *Soir*, il décode la mécanique et les enjeux des négociations en cours entre la Grèce et ses créanciers.

**Quatre mois après la victoire électorale de Syriza, les pourparlers entre la Grèce et ses créanciers publics n'ont toujours pas abouti, les deux parties se rejetant la faute. Quelle est votre lecture de cette « drôle de négociation » ?**

*J'étais présent à Athènes le 8 février lorsque le nouveau gouvernement grec a présenté son programme au Parlement. J'ai eu la chance d'assister à un événement inhabituel : l'arrivée au pouvoir d'une formation politique entièrement nouvelle et l'éclipse du « duopole » qui avait longtemps gouverné le pays. Trois jours plus tard, la nouvelle équipe devait se rendre à Bruxelles, avec un plan, pour un premier round de négociation. Cette rencontre fut un choc pour les deux parties. L'Europe – et c'était nouveau pour elle – découvrait une opposition raisonnée et déterminée, alors que sa politique n'avait jamais été mise au défi. Les représentants grecs se sont trouvés face à un mur, fait de méconnaissance de la réalité grecque et de suspicions, voire, dans une certaine mesure, de dégoût. Personnellement, ce qui m'a frappé, c'est, au plus haut niveau européen, une degré d'improvisation incompréhensible, déroutant.*

**Il faut dire qu'Alexis Tsipras et son gouvernement, d'emblée, ont frappé fort, remettant en cause la stratégie imposée depuis 2010 à la Grèce...**  
*Mais quels en ont été les conséquences ? Six ans de déclin économique ; un taux de chômage de 25 %, et de plus de 50 % chez les jeunes ; la détérioration du système de soins de santé ; une explosion de la pauvreté ; etc., etc. Alors que la priorité est de relancer l'économie et de créer des emplois, pourquoi les créanciers exigent-ils qu'Athènes dégage dans les prochaines années un surplus*



Bon sang ne peut mentir : James K. Galbraith est l'une des grandes figures de l'économie hétérodoxe. © REPORTERS.

*budgetaire primaire élevé ? Il doit, au contraire, être aussi faible que possible. Car, si vous essayez de dégager un surplus primaire important, cela a un effet dépressif sur l'activité ; de sorte, comme l'expérience depuis 2010 l'a montré, le ratio dette publique sur PIB, loin de diminuer, augmente. C'est donc une stratégie contre-productive, comme l'ont expliqué les représentants grecs.*

**Ce n'est pas la seule « ligne rouge » posée par Athènes. Le gouvernement Tsipras ne veut pas non plus d'une nouvelle réforme du marché du travail...**  
*Si vous amputez les salaires, vous plongez l'économie dans une spirale déflationniste et vous encouragez le travail informel, ce qui a pour conséquence de réduire la base taxable et les recettes de l'Etat et de la Sécurité sociale. C'est à nouveau contre-productif. En outre, il n'existe pas, en Europe, de précédent d'une telle dérégulation du marché du travail, totalement en dehors des normes et des standards de la législation européenne et des règles que promeut l'Organisation internationale du travail. Quant aux pensions, on les dit « généreuses » ; et j'admets que certains aspects du système de retraite sont critiquables. Mais*

*après la « cure » imposée par les créanciers, 44 % des pensionnés grecs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Comme le répète Athènes, la question de la soutenabilité du système de pension n'est pas liée à trop de générosité, mais à un trop peu de recettes, conséquence de la dépression économique et du développement du marché informel du travail. Enfin, est-il anormal de refuser la vente au rabais des actifs publics ?*

**Donc, les arguments grecs...**

*... sont incontestables. La « dévaluation interne » n'a pas marché. Il faut une autre stratégie, une stratégie de revitalisation de l'économie grecque. Mais admettre l'échec des plans d'ajustement est très problématique pour l'Union européenne. D'où la réponse du berger à la bergère : les conditions initiales étaient plus mauvaises que nous l'avions pensé ; le « remède » n'a pas été appliqué avec suffisamment de détermination ; il faut être patient, la stratégie va bientôt donner ses effets. Ainsi, vous pouvez défendre la position des institutions contre n'importe quelle critique. Et pour ne pas répondre sur le fond, Bruxelles a exigé du gouvernement grec des « plans » extrêmement détaillés, dont la rédaction, pour*

*n'importe quelle administration, même bien organisée, prendraient des mois. On a également dénigré les efforts grecs et tenté de délégitimer le ministre des Finances, Yanis Varoufakis.*

**Mais la partie touchera bientôt à son terme. Sans versement des fonds promis, Athènes ne pourra pas rembourser le FMI et la BCE entre juin et août...**

*Il y a trois issues a priori possibles. Un : la chute du gouvernement Tsipras, avant ou après une capitulation. Le « problème » disparaîtrait temporairement... en attendant une nouvelle révolte dans un autre pays. Mais c'est très peu probable. Le gouvernement grec ne va pas tomber, ni capituler. Deux : un accord, qui respecte les « lignes rouges » posées par le gouvernement grec et qui permet une diversité de modèles économiques au sein de l'Union européenne. Un pays, deux systèmes, pourrait-on dire, à condition qu'il y ait autant de souplesse idéologique en Europe qu'en Chine. Trois : pousser la Grèce dans une situation de non-paiement dont les conséquences sont obscures...*

**La Grèce serait alors en défaut ; et le Grexit serait proche...**  
*Le non-paiement n'est pas ipso*

*facto un défaut. Si la dette détenue par les investisseurs privés continue d'être payée, les agences de notation ne placeront pas la Grèce en catégorie « défaut ». Et la Banque centrale européenne (BCE) ne devrait pas nécessairement cesser d'approvisionner le système bancaire grec en liquidités d'urgence. Aussi longtemps qu'elle déciderait de maintenir l'apport en liquidités, la Grèce resterait dans l'euro.*

**Cette situation d'entre-deux ne pourrait durer très longtemps...**

*Il est exact qu'une « solution intermédiaire » ne pourrait durer indéfiniment. Mais tant qu'une décision définitive n'aurait pas été prise, il serait toujours possible de revenir à la table de négociation. Les Grecs sont très attachés à l'euro et à au projet européen. Le gouvernement Tsipras ne va pas menacer d'abandonner la monnaie unique ; il ne la jamais fait. L'option de la négociation resterait ouverte, selon ce que déciderait à ce moment-là la Grèce d'une part, et les institutions et les créanciers, d'autre part. Aujourd'hui, personne ne le sait. Je pense d'ailleurs que le dîner, lundi soir à Berlin, réunissant M<sup>mes</sup> Merkel et Lagarde, et MM. Hollande et Juncker, visait justement à aplanir*

## NÉGOCIATIONS

**Quelques derniers points à régler...**

Évoquant « les quelques derniers points à régler », le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas, avait été inhabituellement loquace, lors de son briefing quotidien jeudi midi : il ne reste donc plus que « quelques points » pour aboutir à un accord final entre la Grèce et ses créanciers internationaux. Une petite douzaine d'heures plus tôt dans la nuit, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, et Jeroen Dijsselbloem, ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe (les 19 grands argentiers de la zone euro) s'étaient séparés après une « bonne et constructive réunion ». Mais le travail doit se poursuivre. Cela pourrait se faire lors d'une nouvelle rencontre dès ce vendredi à Bruxelles. Avant cela, M. Tsipras va expliquer à son parlement, c'est-à-dire surtout à ses troupes de Syriza (gauche radicale), les grandes lignes de l'accord qui se dessine. Selon diverses confidences, les deux parties sont quasi d'accord sur les objectifs budgétaires de la Grèce : les partenaires auraient acquiescé à 1 % d'excédent primaire cette année, 2 % en 2016, 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018, soit des niveaux significativement réduits par rapport au plan en vigueur. Par contre, sur la réforme du système des retraites et l'augmentation de la TVA – deux domaines éminemment sociaux donc explosifs pour M. Tsipras –, les différences entre les deux parties restent importantes : elles portent sur environ un milliard d'euros à chaque fois (pour cette année).

J.K.Z

*les différences de points de vue entre les gouvernements européens et de s'entendre sur ce qu'est exactement la position de négociation des créanciers.*

**Mais le Grexit reste un dénouement possible.**

*Et s'il se produit, l'avenir de l'Union européenne sera très différent. Non seulement pour la Grèce, mais également pour les autres pays européens.*

**Le retour à la drachme serait une catastrophe pour la Grèce, non ?**

*L'abandon de l'euro n'est pas la solution préférée des Grecs. Les coûts de transition pourraient être élevés. En revanche, il n'est pas évident que la situation à plus long terme serait pire. Il faut bien comprendre que si l'on se focalise aujourd'hui sur le financement à court terme de la dette grecque, la question essentielle est de définir une nouvelle stratégie de croissance et de développement pour la Grèce. Mais pas seulement pour la Grèce. Une union de pays européens doit favoriser le succès de chacun de ses membres et ne peut se permettre d'en voir certains s'effondrer ou stagner. Sinon, l'Union elle-même n'y résistera pas... ■*

Propos recueillis par DOMINIQUE BERNIS